
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 21 au 27 mars 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis / Canada

Les exportations mexicaines ont dépassé pour la première fois celles du Canada en 2018, s'élevant à 451 Mds USD contre 450 Mds USD pour les canadiennes. Alors que les exportations canadiennes ont crû de 6,9% (g.a.), celles du Mexique ont augmenté de 10,1 % (g.a.). Le Mexique devient ainsi le 12^{ème} plus gros exportateur mondial.

Economie

La Banque centrale mexicaine (Banxico) a décidé à l'unanimité de maintenir inchangé son taux directeur à 8,25 % le 28 mars. Le conseil des gouverneurs de Banxico explique cette décision par une inflation ne présentant pas d'évolution très significative et par une posture monétaire actuelle jugée adaptée à la tendance de l'économie. Sur la première quinzaine du mois de mars, l'inflation s'est néanmoins établie à 3,95% (g.a.), s'approchant de la borne supérieure de l'intervalle-cible de la Banque centrale (3% ± 1pt), après avoir atteint 3,89% (g.a.) lors de la première quinzaine de février. Cette hausse, poussée par les prix de l'énergie, a toutefois été inférieure aux estimations des analystes consultés par Bloomberg, dont le consensus s'établissait à 3,99% (g.a.). Citibanamex a révisé son estimation pour l'inflation en 2019, de 3,9% à 3,8%, suite à cette publication.

La balance commerciale mexicaine a enregistré un excédent de 1,2 Md USD en février, soit le niveau le plus élevé pour un mois de février depuis que la balance commerciale est suivie. Cet excédent est la conséquence d'une forte modération du rythme de croissance des importations (passant de 6,0 % à 2,7 % g.a. entre janvier et février – vs. 11,6 % en février 2018) et d'un moins fort dynamisme des exportations (passant de 5,6 % à 3,5 % g.a. entre janvier et février – vs. 11,8 % en février 2018).

Le Mexique est devenu le 4^{ème} exportateur mondial d'automobiles en 2018, grâce à une augmentation de 19 % des ventes extérieures, atteignant 49,4 Mds USD. Le Mexique passe ainsi devant le Royaume-Uni (42 Mds USD) et le Canada (41 Mds USD). 82 % de la production mexicaine de voitures est destinée à l'exportation.

Le Mexique a renouvelé les 15 % de droits de douane imposés sur l'acier aux pays avec lesquels il n'a pas d'accord de libre-échange. Selon la Vice-Ministre en charge du commerce extérieur, ces droits de douane visent à consolider l'industrie mexicaine de production d'acier.

Selon la Vice-Ministre en charge du commerce extérieur, Luz María De La Mora, la modernisation du traité de libre-échange entre le Mexique et l'Union Européenne pourrait être signée au mois de mai. Elle a commenté que le travail entre les deux parties était « bien avancé » et qu'il ne manquait plus qu'à revoir l'aspect légal du texte. En ce qui concerne un accord avec la Grande-Bretagne, Mme De La Mora a indiqué que le Gouvernement mexicain préférerait attendre que le processus de sortie de l'UE du pays soit terminé avant d'engager des négociations.

Luz María De La Mora a également annoncé que le Gouvernement mexicain souhaitait définir une association stratégique avec la Chine. Sans vouloir aboutir à un accord de libre-échange, l'objectif est d'attirer davantage d'investissements du pays asiatique et d'établir plus de régulation commerciale, notamment grâce à des accords sectoriels.

L'Indice d'activité économique a crû de 1,2% (g.a.) en janvier 2019, après une croissance de 0,2% (g.a.) observée en décembre 2018, selon les chiffres de l'Institut National de Statistiques et de Géographie (Inegi). Les activités du secteur primaire ont été particulièrement dynamiques (+3,0% g.a.) alors que celles du secteur secondaire affichent un ralentissement pour le 4^{ème} mois consécutif (-1,1% g.a.). Les activités du secteur tertiaire montrent des résultats hétérogènes, avec une expansion du commerce (+2,3% g.a.), des services financiers (+3,7%) et des services techniques et scientifiques (+6,7%) mais une baisse des services touristiques (-2,9%), culturels (-2,6%) et des services publics (-2,3%).

Les ventes dans le commerce de détail ont crû de 1,9 % g.a. (chiffres désaisonnalisés) en janvier 2019, après une baisse de 3,2 % g.a. en décembre. Les ventes dans le commerce de gros ont ralenti leur baisse, à -0,6 % g.a vs. -2,5 % en décembre. Ces résultats sont vus comme les signes d'une récupération de l'activité commerciale au Mexique en ce début d'année, selon les économistes de ScotiaBank.

La production de combustible a crû de 30% g.a. en février selon PEMEX, passant de 164 000 barils par jours (bpj) en février 2018 à 213 000 bpj en février 2019.

Le chiffre d'affaire des entreprises de construction a affiché une croissance de 1,8% en janvier 2019 par rapport à décembre 2018, mettant fin à trois mois de baisse consécutifs. C'est la meilleure croissance observée pour un mois de janvier en 9 ans, notamment portée par la construction immobilière (+2,1%).

Le taux de chômage désaisonnalisé a atteint 3,4% en février, légèrement plus qu'en février de l'année dernière (3,3 %) mais inférieur au niveau de fin 2018 (3,5 % en décembre). Le taux de sous-emploi est identique à son niveau l'année dernière (6,7 %) mais également inférieur à la fin 2018 (7,1 % en décembre). Par ailleurs, le taux d'emploi précaire atteint un niveau historique de 19,6% de la population active en février, représentant 10,6 millions de travailleurs. En février 2018, ce taux était de 15,9%.

Le nouveau président de l'Association des Banques du Mexique (ABM), Luis Niño de Rivera, Président du Conseil d'Administration de Banco Azteca, a annoncé aux côtés du Président de la République, Andrés Manuel Lopez Obrador, la suppression des commissions bancaires sur les comptes en ligne. Les frais relatifs à l'envoi des transferts monétaires des migrants (*remesas*) vont également baisser.

Le financement de l'activité productive à travers la Bourse Mexicaine de Valeurs (BMV), via les actions, le placement de dette ou d'autres instruments financiers, a chuté de 40% aux trois premiers mois de 2019, par rapport à la même période l'an dernier. De janvier à mars 2019, seulement 500 M USD d'obligations ont été émises contre 4,5 Mds USD sur la même période en 2018.

Le Président de la République a indiqué que la construction de la nouvelle raffinerie à Dos Bocas (État de Tabasco, sud-est du pays) commencera dans les trois prochains mois. Il a rappelé l'objectif de terminer ce chantier dans les trois ans.

Le Gouvernement songe à faire disparaître les Zones Economiques Spéciales (ZEE) selon Rafael Marín Mollinedo en charge des ZEE au Ministère de l'Economie, au profit du développement de l'Isthme de Tehuantepec. On compte aujourd'hui 7 ZEE au Mexique, et 10,7 Mds MXN devraient être destinés aux entreprises qui y sont installées si le programme est maintenu.

Finances publiques

Dans le cadre de la Convention Bancaire annuelle à Acapulco, le Vice-Ministre des Finances, Arturo Herrera, a annoncé que les ressources du Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires (FEIP) pourraient être utilisées pour soutenir l'entreprise pétrolière PEMEX, qui fait face à une situation financière difficile. Il a expliqué que les ressources du FEIP permettront de prépayer une partie de la dette de PEMEX et seraient par la suite utilisées de façon contracyclique, en cas de nécessité. Sur les 15,2 Mds USD de capital dont dispose le FEIP, plus de 7 Mds USD seront destinés à PEMEX, qui a déjà bénéficié d'un plan d'appui de 5,6 Mds USD en février. Cette annonce a été bien accueillie par les experts.

Le Président de la République a demandé au Gouvernement de préparer un plan pour faire plus d'efforts budgétaires face à la possibilité d'une baisse de la collecte fiscale, selon le Secrétaire Général de la Présidence de la République, Alfonso Romo. Ce dernier a toutefois indiqué qu'il ne s'agissait que d'un « plan B » qui ne s'appliquerait que « si nécessaire » pour ne pas avoir à enregistrer un déficit primaire.

Selon un document élaboré par la CEPAL, l'OCDE et la BID, la collecte de l'impôt au Mexique a diminué en 2017, représentant 16,2% du PIB contre 16,6% en 2016. Les exemptions sur certaines taxes (TVA, ISR, ...) constituent un manque à gagner fiscal équivalent à 3,4% du PIB. Le taux de collecte moyen en Amérique Latine est de 22,4% du PIB, et la CEPAL évalue le coût de l'évasion fiscale dans la région à 6,3% du PIB en 2017.

Le nombre de contribuables enregistré par le fisc mexicain (SAT) a augmenté de 11% en 2018, comptabilisant 71,8 millions d'individus. Cette croissance contraste avec le taux de travailleurs informels, qui se maintient à un niveau élevé. Selon une enquête de l'Inegi, ce taux était de 56,6% en 2018, à peine inférieur au taux de 57% enregistré en 2017.

La CEPAL et l'OCDE recommandent au Mexique d'imposer une TVA de 3% sur les services digitaux, comme les VTC (Uber, Cabify,...) ou le divertissement par *streaming* (Netflix, Spotify,...), afin d'augmenter les recettes fiscales du pays de façon équitable.

Entreprises et grands contrats

Les entreprises ferroviaires devraient investir 688,5 M USD au Mexique en 2019, soit 16% de plus qu'en 2018, selon les entreprises présentes au XVIII Congrès Exporail 2019. 80% de ce total sera investi par la seule Ferromex-Ferrosur. A l'occasion de ce congrès, les entreprises du secteur ont souligné le potentiel ferroviaire du pays tout en demandant plus de sécurité et la fin des blocus sur les voies ferrées.

Le Ministre des Transports, Javier Jiménez Espriú, a annoncé que l'entreprise française Aéroports de Paris (Groupe ADP) pourrait développer le master-plan de l'aéroport international de Santa Lucía (AISL). Cette base militaire proche de la Ville de Mexico sera reconvertie de façon à opérer à la fois comme un terminal militaire et civil afin de décongestionner l'aéroport de la capitale (AICM), après l'annulation du projet du nouvel aéroport international de Mexico (NAIM).

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 27/03/2019
Bourse (IPC)	-0,5%	-8,2%	42947,55 points
Taux de change USD/Peso	+2,8%	+5,8%	19,36 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+1,3%	-3,4%	21,77 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-0,8%	+4,7%	60,47 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

En 2018, 39 études d'impact sur l'environnement ont été présentées dans les pays de la région pour la construction de centrales de production d'électricité et pour des travaux dans les réseaux électriques, projets estimés à 455 M USD. Le Panama est le pays de la région qui concentre le plus d'investissements en 2018, avec des projets énergétiques d'une valeur de 391 M USD, correspondant à 14 études d'impact sur l'environnement présentées.

Walmart de México y Centroamérica (Walmex), filiale du leader mondial de la distribution Walmart, prévoit d'investir plus de 1 Md USD en 2019 dans la région (Mexique, Costa Rica, Honduras, Salvador, Nicaragua et Guatemala), soit une hausse de 12% par rapport à 2018. 35% de l'investissement sera consacré à la rénovation et à l'entretien des structures existantes, 31% à l'ouverture de nouveaux magasins, 20% au renforcement de la logistique et 13% pour le déploiement de nouvelles technologies. Le PDG, Guilherme Loureiro, envisage de doubler les ventes du groupe d'ici 10 ans.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Le Ministère des Finances a émis 475 M USD de dette souveraine, à travers une adjudication auprès du marché primaire domestique. Trois souches d'obligations ont été émises : 258 M USD avec échéance en 2024 pour un taux de 9% ; 100 M USD avec échéance en 2026 pour un taux de 9,44% et 115 M USD avec échéance en 2029 pour un taux de 9,75%.

D'ici 2020, la croissance des dépenses courantes (transferts, rémunérations et intérêts) des entités et organismes publics non financiers ne pourra dépasser 4,67%, a déclaré la Ministre des Finances, Rocío Aguilar. Cette mesure se base sur la règle fiscale prévue par la loi sur le renforcement des finances publiques et fait partie des mesures d'assainissement des finances publiques.

Les exportations du Costa Rica ont représenté 1,7 Mds USD sur le deux premiers mois de l'année 2019, soit une hausse de 3,8% par rapport à la même période en 2018. Cette hausse est en partie imputable à l'activité commerciale des zones franches.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Selon l'Institut centroaméricain d'études fiscales (Icefi), le prochain Gouvernement, qui prendra le pouvoir en 2020, devra déployer des efforts considérables pour améliorer sa fiscalité et l'efficacité de son administration fiscale. L'insuffisance des ressources disponibles pour financer les dépenses publiques et l'accumulation des remboursements de crédits d'impôt en attente de paiement font partie des défis soulignés par l'institut.

Selon l'agence de notation Fitch Ratings, les déficiences en termes d'accès à la santé, d'éducation et de sécurité au Guatemala peuvent représenter une menace pour la stabilité du pays, même si les indicateurs macroéconomiques demeurent solides. Fitch a néanmoins maintenu en septembre 2018 la note souveraine du Guatemala à BB (perspective stable).

Le premier cycle de négociations pour l'élargissement de l'Accord de complémentarité économique partiel (en vigueur depuis 2013) entre le Guatemala et l'Équateur a débuté à Quito. Cet accord facilite l'accès à près de 600 produits exemptés de droits de douane. Avec la révision de cet accord bilatéral, le Guatemala et l'Équateur cherchent à renforcer leurs liens et à équilibrer leur balance commerciale. En 2018, les exportations du Guatemala vers l'Équateur ont représenté 180 M USD (fongicides, papier, carton, produits de nettoyage...) et ses importations 208 M USD (crevettes, cuisinières, polypropylène, cuir, planches en bois, médicaments...).

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

En janvier, l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) a enregistré une augmentation de 4,0% g.a. Cette croissance a été tirée par les bonnes performances des secteurs de l'intermédiation financière (+6,3%) et de l'agriculture (+4,7%).

En janvier 2019, le déficit commercial a atteint 473 M USD, soit une augmentation de 10,7% g.a. Les exportations ont totalisé 351 M USD, en baisse de 14,9% par rapport à janvier 2018. Cette baisse est principalement liée à la réduction des ventes de café, d'or, de bananes et d'huile de palme. Les importations ont représenté 823 M USD (-1,9% g.a.), affectées par la baisse de 14,6% des achats de carburants, de lubrifiants et d'énergie électrique, et la réduction de 5,1% des achats de biens de consommation, principalement de produits non durables.

Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), les investissements directs étrangers (IDE) dans le pays ont progressé de 3,4% (g.a) en 2018, pour atteindre 1,23 Md USD, soit une hausse des flux de 40,1 M USD entre 2017 et 2018. Le textile et les circuits électriques pour l'automobile sont les secteurs les plus attractifs. Les trois pays d'Amérique du Nord ont investi 441 M USD. Viennent ensuite l'Amérique du Sud et les Caraïbes avec 351 M USD, l'Europe (188 M USD), l'Amérique centrale (179 M USD) et l'Asie/Océanie avec 66 M USD.

L'Entreprise Nationale d'Énergie Électrique (ENEE) investira 177 M USD pour améliorer l'approvisionnement en électricité dans le nord du pays, soutenue à hauteur de 150 M USD par la BID. La région nord-ouest du pays est celle qui consomme le plus d'énergie, plus de 3 GWhs, soit environ 50% du total national.

Le nombre de voyageurs dans les aéroports honduriens a plus que doublé entre 2000 et 2018, passant de 1,1 million de passagers à 2,3 millions. D'après les autorités du pays, les investissements dans les installations aéroportuaires et la demande croissante pour les vols nationaux expliquent cette hausse de la fréquentation des aéroports au Honduras. Plus de 65 M USD ont été investis dans les 4 principaux terminaux du pays (Tegucigalpa, San Pedro Sula, Roatán et La Ceiba) depuis 2000, date de mise en concession de ces infrastructures.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

La Fédération des Chambres de Commerce de l'Amérique centrale (FECAMCO) appelle le Gouvernement du Nicaragua à suspendre la taxe douanière pour les transporteurs annoncée il y a quelques semaines, qu'elle considère comme une entrave au commerce intrarégional.

La Empresa Nacional de Transmisión Eléctrica lance un appel d'offres international pour la construction et l'installation de réseaux de distribution dans différentes régions du pays. Cet appel d'offres vise à développer un réseau de moyenne et basse tensions, avec l'installation de transformateurs, de compteurs et de connexions dans 72 zones énergétiques, réparties dans 65 municipalités à travers le pays. La date limite de remise des offres est fixée au 9 mai 2019.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Les bénéfices des 84 banques opérant dans le centre bancaire international (CBI) du Panama ont augmenté de 4% en 2018, passant de 1,78 Md USD en 2017 à 1,85 Md USD en 2018.

Selon le rapport de compétitivité 2018-2019 du Forum Économique Mondial, le Panama apparaît comme le leader régional en termes de connectivité portuaire et maritime, plaçant le pays comme l'une des principales plateformes commerciales mondiales. L'Indice de Compétitivité Logistique de la Banque Mondiale (2018) place le Panama en 2^{ème} position au sein de la région latino-américaine et en position numéro 38 au niveau mondial.

Le Panama est le 2^{ème} pays d'Amérique Latine avec le plus d'inégalités territoriales, après l'Équateur, selon la Banque Interaméricaine de Développement (BID). D'importantes inégalités sont observées, marquées par la pauvreté élevée au sein des minorités ethniques et une concentration des activités productives au sein de la capitale et de la zone du canal. Selon la BID, les dépenses sociales effectuées par le Panama représentaient à peine 8,6% du PIB alors qu'en moyenne au sein de la région les dépenses sociales représentent 11,4%.

L'OCDE recommande au Panama d'éliminer certains avantages fiscaux, notamment pour les entreprises établies dans les zones économiques spéciales. En 2016, les revenus fiscaux et les contributions à la sécurité sociale

représentaient 16,6% du PIB alors que la moyenne latino-américaine était de 22,7% et de 34% pour les pays de l'OCDE. L'OCDE recommande au Panama d'améliorer son système fiscal pour le rendre « plus efficace », afin de générer des ressources stables à long terme pour le financement des politiques sociales et productives.

Les flux commerciaux (réexportations et importations) de la Zone Franche de Colon (ZLC) ont représenté 4 Mds USD en janvier et février 2019, soit une baisse de 12,3% par rapport au premier bimestre de 2018. Selon l'administration de la ZLC, cette tendance s'explique par le ralentissement de l'activité économique de la région Amérique Latine et Caraïbes et des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, principaux partenaires commerciaux de la ZLC. Les réexportations et les importations ont toutes deux diminué, respectivement, de 11% et 13%.

Le Panama commencera à utiliser la plateforme Foodchain à partir de mai 2019, qui se base sur la technologie du blockchain pour la traçabilité du commerce agroalimentaire. Le Foodchain sera utilisé notamment pour les exportations vers les Etats-Unis et l'Europe, favorisant la connexion entre les producteurs agricoles et les entreprises importatrices. La première étape se réalisera avec certains produits tels que la banane, la pastèque ou le melon.

La consommation de carburant a augmenté de 3,5% (g.a.) au mois de janvier.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Suite à sa mission au Salvador les 11 et 12 mars derniers, le FMI recommande au Salvador d'approfondir l'assainissement budgétaire afin de réduire la dette publique; d'intensifier les réformes pour améliorer l'efficacité de l'administration publique et accroître la croissance à long terme; et de renforcer le cadre de gouvernance afin de contenir la criminalité et la corruption. L'institution salue les efforts du Gouvernement pour avoir mis en place les bases d'une croissance soutenue grâce à des réformes structurelles, et faciliter une transition politique en douceur.

Selon la BID, le défi du Salvador à court terme sera de décentraliser, à l'aide de corridors logistiques en périphérie, l'activité économique du pays, laquelle est principalement localisée dans la zone métropolitaine de San Salvador (AMSS – 14 municipalités). En collaboration avec le Ministère des travaux publics (MOP), la BID a présenté le rapport final du Plan national de logistique (PNLog), élaboré au cours des deux dernières années avec le secteur privé. 12,3% du territoire salvadorien – 71 municipalités – concentre la majeure partie du développement économique du pays. La BID s'engage à soutenir le Salvador dans l'élaboration d'une politique de déconcentration industrielle et pour le développement d'infrastructures logistiques.

L'institution de financement du développement des Etats-Unis, l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC), a approuvé un financement de 350 M USD pour la construction d'une centrale électrique au gaz naturel liquéfié de 378 MW à Acajutla. La Centrale Thermique du Pacifique (EDP), la plus grande du pays, créera 1 500 emplois pendant la construction et plus de 80 emplois techniques et administratifs durant la phase opérationnelle. Elle permettra d'augmenter la capacité de production d'électricité du Salvador de 23%. Le projet est une initiative conjointe de la société américaine InvEnergy et de l'entreprise salvadorienne Quantum. L'investissement total est estimé à 877 M USD, soit le plus important investissement direct étranger (IDE) au Salvador.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

La Banque de Développement des Caraïbes (BDC) a indiqué que la croissance des Caraïbes avait atteint 1,8 % en 2018, résultat jugé positif par la BDC. La croissance caribéenne est liée, selon le rapport, à un dynamisme du tourisme et aux efforts de reconstruction suite aux ouragans de 2017. La BDC prévoit une croissance plus forte en 2019, à 2 % en moyenne. Le ratio de dette publique médian a baissé, à 63 % vs. 67 % en 2017. L'évolution de la situation fiscale est toutefois jugée hétérogène (notamment positive en Jamaïque ; négative en Barbade).

Le Royaume-Uni a signé l'accord de partenariat économique UK-CARIFORUM le 22 mars, assurant la continuité de ses liens commerciaux avec les pays caribéens après le Brexit. Les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et les pays du CARIFORUM ont atteint 3,5 Mds USD en 2017.

Barbade

2017 – PIB : 5 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

La Première Ministre a présenté le budget pour l'année fiscale 2019-2020, lequel prévoit un partage plus équitable de la charge fiscale entre entreprises et ménages et entre locaux et touristes internationaux. Elle a annoncé que le budget inclura des exemptions fiscales supplémentaires pour les travailleurs pauvres, permettant notamment aux travailleurs gagnant moins de 17 500 USD de ne pas payer d'impôts.

Le Gouvernement du Premier Ministre Jean Henry Céant est tombé le 18 mars, lors d'un vote de censure à la Chambre des Députés, avec 93 voix en faveur sur les 104 députés présents. Jean Michel Lapin (précédemment Ministre de la Culture) a été nommé Premier Ministre par intérim par le Président de la République.

La chute du Gouvernement pourrait impacter négativement la mise en place du programme récemment annoncé par le FMI : Gerry Rice, directeur de la communication du FMI, a jugé qu'ils serait difficile d'avancer sans la fourniture de gages de confiance et de clarté concernant la situation politique et budgétaire en Haïti. La décision du Conseil d'Administration du FMI concernant le programme est fixée au 24 avril.

L'inflation poursuit sa forte croissance en février, à 17,0 % g.a. (vs. 11 % g.a. en février 2018, et 15,5 % en janvier 2019). Les prix des produits alimentaires (+20 % g.a.), d'habillement (+18 % g.a.), meubles et articles de maison (+22 % g.a.) et la santé (+27 % g.a.) ont connu une augmentation particulièrement forte.

Les échanges commerciaux entre la République dominicaine et Haïti ont chuté de 20 % au T1 2019, selon le Vice-Président du Conseil National de l'Entreprise Privée.

La compagnie étatsunienne Sprint Airlines a annoncé la fin des vols directs entre Fort Lauderdale et Cap Haïtien à compter du 18 juin prochain. Sprint opère actuellement 3 vols par semaine vers Cap Haïtien. La compagnie continuera de desservir quotidiennement Port-au-Prince depuis Fort Lauderdale.

La chambre de commerce et d'industrie Haïtieno-Canadienne et le Programme des Nations pour le Développement (PNUD) ont signé un protocole d'accord pour le soutien du secteur privé dans le cadre de la RSE et l'appui de la contribution privée aux Objectifs de Développement Durable en Haïti à l'horizon 2030.

Le Premier Ministre a annoncé qu'un projet de 25 M USD (3,1 Mds JMD) serait destiné à financer l'innovation, l'entrepreneuriat et la croissance économique des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les 5 prochaines années. Le projet visera l'investissement en *venture capital* dans les entreprises ciblées et le développement d'accélérateurs et d'incubateurs. Géré par la Banque de Développement de la Jamaïque, il sera soutenu par une aide de 500 000 USD de la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

La croissance dominicaine sera plus modérée en 2019, à 5,5 %, selon le Fonds Monétaire International (FMI), après avoir enregistré la croissance la plus forte d'Amérique Latine en 2018 (7 %). La croissance estimée par le FMI est en ligne avec la croissance potentielle du pays.

En l'absence de réformes, la dette publique continuera de croître à moyen terme selon le FMI, et ce malgré la forte croissance économique. Le FMI avertit que la dette augmentera en l'absence d'une réforme fiscale qui permettrait d'élargir la base d'imposition et la réduction des incitations et exceptions fiscales, en l'absence d'un renforcement du secteur de l'énergie et d'une amélioration de l'efficacité des finances publiques.

L'industrie manufacturière a connu une baisse de son activité de 6 % entre janvier et février 2019 – 4,3 % en g.a – l'indice mensuel de l'activité manufacturière passant de 63,2 points à 55,2 points.

Le taux de chômage est en baisse, à 5,8 % fin 2018 selon la Banque centrale. Le taux de chômage atteignait 8,8 % en 2014.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.